



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement Grand Est
Unité départementale de la Marne
Direction départementale des territoires**

AP n° 2024-APC-143-IC

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
modifiant l'arrêté préfectoral n° 2007-APC-112-IC du 14 novembre 2007
instaurant de nouvelles prescriptions applicables
dans le cadre de la surveillance environnementale**

**SOCIÉTÉ CERESIA
7 avenue de la Gare
51130 Val des Marais**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et, notamment, son titre 1er du livre V et ses articles R.181-45 et R.181-46 concernant les modifications ;
Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et en particulier sa section V ;
Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 88-A-29-IC du 26 août 1988, autorisant la société CERESIA à exploiter ses installations de stockage de céréales, d'engrais et de produits phytosanitaires ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2004-APC-59-IC du 13 mai 2004, demandant à la société CERESIA de compléter son étude de dangers conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-APC-112-IC du 14 novembre 2007, apportant des prescriptions complémentaires afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, notamment vis-à-vis de l'activité de stockage en silos du site ;
Vu le porter à connaissance de la société CERESIA du 31 août 2023 concernant la mise en place d'une activité de stockage de compost sous bâtiment ouvert sur son site de Coligny (Val-des-Marais) ;
Vu les compléments apportés par l'exploitant le 9 avril 2024 par courrier ;
Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 25 juin 2024 ;
Vu le courrier transmis à l'exploitant le 11 juillet 2024 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
Vu l'absence d'observations, qui vaut accord tacite, de la part du demandeur.

Considérant que le projet de modification, objet du porter à connaissance mentionné ci-dessus, ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;

Considérant que l'ajout d'une activité de stockage de compost sous bâtiment ouvert est de nature à modifier les conditions d'exploitation du site et qu'il convient, en application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, de fixer à l'installation des prescriptions techniques à respecter ;

Considérant que les mesures proposées par l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Champ d'application

Les conditions d'exploitation de l'installation de la Société CERESIA site de Coligny (Val-des-Marais), dont le siège social est situé 16 boulevard du Val de Vesle à Reims (51100), autorisée par l'arrêté préfectoral n° 88-A-29-IC du 26 août 1988, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2004-APC-59-IC du 13 mai 2004, et n° 2007-APC-112-IC du 14 novembre 2007, pour ses installations situées 7 Avenue de la gare à Val des Marais (51130), sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Conformité au dossiers

Les aménagements, installations, ouvrages, travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant.

Article 3 : Modification – Liste des installations

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-APC-112-IC du 14 novembre 2007 est abrogé et remplacé par :

Rubrique	Désignation des activités	Capacités	Régime
2160-2 a	Silos et installations de stockage en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 2. Autres installations a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m ³	29 877 m ³	A
2160-1 b	Silos et installations de stockage en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 1. Silos plats b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000 m ³	11 088 m ³	DC

2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole	> 200 m³	D
2175	Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3000L	730 m³	D
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	70 t	DC

(Légende de la colonne régime : A= Autorisation ; D = Déclaration ; DC = Déclaration avec contrôles obligatoires ; NC = Non Classé)

Article 4 : Arrêté ministériel de prescriptions générales

L'activité de stockage de compost sous bâtiment ouvert respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration.

Article 5 : Arrêté ministériel de prescriptions générales, aménagement des prescriptions

En référence à la demande de l'exploitant (article R.181-46), les prescriptions de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration, sont aménagées suivant les dispositions de l'article 6 du présent arrêté.

Article 6 : Aménagement de l'article 2.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016

Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 2.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le bâtiment où l'activité de stockage de compost est prévue ne nécessite pas une distance minimale de 5 mètres par rapport à la limite de propriété du site.

Article 7 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 8 : Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 9 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au Service interministériel de défense et de protection civile, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, à la Direction départementale des services d'incendie et secours, à la Direction de l'Agence de l'eau ainsi qu'à Monsieur le maire de Val des Marais qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société CERESIA dont le siège social est situé 16. Boulevard du Val de Vesle à Reims (51100).

Monsieur le Maire de Val des Marais procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le

02 AOÛT 2024

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU